

RÉSISTANCE SOCIALE

" La République sera sociale ou ne sera pas ! " J. Jaurès

L'ÉDITO

Traditionnellement, la rentrée scolaire est marquée par des manifestations d'enseignants et de salariés. Nous n'y échapperons pas cette année encore, tant il est vrai que les suppressions massives d'emplois et de classes se traduisent par une dégradation de l'école que même l'OCDE reconnaît. Le libéralisme, la marchandisation n'aboutit jamais qu'à l'appauvrissement de la société pour le seul bénéfice de quelques nantis ! C'est en particulier le cas de notre hôpital public, naguère considéré comme une référence à l'étranger, et dont la qualité se dégrade asphyxiée par les conséquences de la loi Bachelot. Sans compter les menaces que font peser sur lui les multinationales de la santé à travers un recours devant la Cour européenne de Justice, au prétexte d'une distorsion de concurrence. Et l'accès égal de tous à des soins de qualité va encore être mise à mal par le doublement de la TCA infligé aux mutuelles santé par le plan Fillon. Mais François Barouin a déclaré n'avoir aucun état d'âme ni d'interrogation sur le principe... Dont acte !

École, hôpital public, services publics en général, Résistance Sociale est bien sûr aux côtés de celles et ceux qui luttent pour les préserver. Occasion de dénoncer l'accord de libre échange qui pourrait être signé prochainement entre l'Union Européenne et le Canada, et qui pourrait aboutir à un « AMI Plus », au terme duquel plus rien n'échapperait à la concurrence libre et non faussée. A l'évidence, les gouvernements européens n'ont pas su tirer les leçons du passé et notamment de la crise de 2008. Et l'on ose nous parler de nouveaux plans d'austérité au moment où on découvre que des banques –sauvées par l'argent public- ont sciemment mis des collectivités locales dans le rouge en leur vendant des placements « à risque ». Grèce, maintenant Italie, bientôt Portugal et Espagne : on se dirige tout droit vers une récession généralisée. En France, en attendant mieux, on parle d'instaurer, comme en Allemagne, la fameuse règle d'or : l'argent public pour les banques, la bourse, la spéculation et la rente ; en contre partie de l'augmentation du chômage et de la dégradation de la vie des citoyens !

Faudra-t-il attendre une grande dépression pour que les peuples se réveillent ? Des ripostes tentent bien de s'organiser, mais elles sont encore aujourd'hui trop morcelées et trop peu structurées comme celles des « indignés », pour que le succès soit rapidement au rendez-vous. Et pourtant cela est la marque, dans les pays européens, dans les pays arabes, en Israël, mais également aux États-Unis et à l'imitation de pays d'Amérique latine, d'une aspiration des peuples à en finir avec le libéralisme.



SOMMAIRE

- p1 et 2 :** L'édito
- p2 :** Solidarité internationale
- p3 et 4 :** Pacte pour l'Euro Plus
- p4 :** Hausse déguisée de la CSG
- p5 :** Communiqué UNRPA
- p5 :** Communiqué CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires
- p6 et 7 :** École : Pas de quoi être fière, la France !
- p7 :** 27 septembre : grève dans l'Éducation nationale
- p8 :** Coup de gueule



L'ÉDITO (suite)

En France, la présidentielle de 2012 approche à grands pas. Au-delà du tout symbolique changement de majorité au Sénat, à défaut d'une véritable perspective de changement, c'est le spectre de la haine et du chacun pour soi qui risque de prévaloir avec la xénophobie érigée en politique, à laquelle s'adonnent d'ailleurs parfois Sarkozy et son gouvernement.

L'affluence à la Fête de l'Humanité a permis de crédibiliser l'aspiration à un changement radical de politique refusant toute forme de libéralisme. De leur côté, les primaires du PS et du PRG sont un exercice grandeur nature avec son cortège de coups médiatiques et de coups bas. Reste à savoir si elles favoriseront ou non l'élan démocratique. Celui-ci serait sans aucun doute plus sûrement assuré si nos concitoyens avaient le sentiment de pouvoir élire un homme ou une femme capable de remettre notre pays sur la voie de la justice et du progrès social.

Résistance Sociale n'entend pas pour sa part s'immiscer dans cette élection pas plus que de se prononcer pour un ou une candidat(e) lors du premier tour de 2012. Chacune et chacun doit se sentir libre de son choix. L'essentiel pour nous est que sonne l'heure du changement. Pour cela, quel que soit le candidat ou la candidate qui accèdera à la Présidence de la République, ne doutons pas que la vigilance du mouvement social ne sera pas seulement utile mais nécessaire à la construction d'une société de progrès !

Marinette BACHE

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Dossier suivi par Emilie KERDUJAL

► GRÈCE

Dès l'annonce d'un nouveau plan d'austérité qui va notamment aboutir à une nouvelle diminution des pensions de nombreux retraités, et à la suppression massive d'emplois de fonctionnaires, sans compter l'annonce de nouveaux impôts immobiliers pesant essentiellement sur la population, des manifestations ont eu lieu le 21 septembre à l'appel des syndicats. Le 22, Athènes était privée de transports publics. D'autres manifestations sont prévues les 5 et 19 octobre.

► PORTUGAL

Le gouvernement libéral portugais de M. Coelho a décidé un plan de privatisation sans précédent d'ici fin 2012 : Poste, électricité, gaz, pétrole, chemins de fer, télévision, tout y passe.

Nul doute que de nouvelles manifestations auront lieu pour s'opposer à ces mesures qui démantèlent l'État et se traduiront sans nul doute par des hausses généralisées pour la population et bien sûr par la destruction des services publics.

► ITALIE

Le gouvernement de Berlusconi a annoncé un nouveau plan d'austérité, censé ramener la croissance en 2013. Hausse de la TVA et des impôts, allongement de la durée de cotisation pour le départ en retraite pour les femmes font partie des mesures annoncées. Et déjà on évoque un troisième plan de rigueur avec à la clé des privatisations.

► ESPAGNE

Des dizaines de milliers d'enseignants ont manifesté le 20 septembre à Madrid et dans tout le pays pour dénoncer les mesures annoncées comme l'augmentation du nombre d'heures de cours. Par ailleurs, les plans d'austérité mis en place dans certaines régions comme en Galice aboutissent à une détérioration de la qualité et de l'offre de soins dans le public comme dans le privé. *(Manifestation à Madrid)*



► CHILI

Les étudiants chiliens luttent depuis quatre mois pour tenter d'imposer au gouvernement des réformes visant à donner davantage de moyens à l'enseignement public.

► ISRAËL

Des manifestations imposantes ont eu lieu cet été en Israël pour protester contre la situation économique qui aboutit à une dégradation sensible des conditions de vie de la population.

PLACE AU DÉBAT

Le « PACTE POUR L'EURO PLUS » et la « RÈGLE D'OR » qui en découle : un Traité de Lisbonne II

Par Jean-Claude CHAILLEY

Pacte pour l'euro dit « plus » car il concerne les pays de l'UE, qu'ils aient l'euro comme monnaie ou non.

Pourquoi ce Pacte ?

Le Traité de Lisbonne attribue à l'Union européenne des compétences **exclusives** (s'imposant aux États, que leur gouvernement et leur Parlement soient d'accord ou non) dans de nombreux domaines mais pas tous, même si de nombreuses possibilités de contournement existent (lignes directrices, directives, ...) notamment pour la politique sociale.

Le Pacte donne tout pouvoir à l'Union européenne dans les domaines où elle ne l'avait pas : « *Ce pacte met surtout l'accent sur des domaines qui relèvent de la compétence nationale et sont cruciaux pour renforcer la compétitivité et éviter tout déséquilibre préjudiciable* ».

Du « mini traité » on passe au « maxi » Traité de Lisbonne II

Menace de recul démocratique historique

Le « Pacte pour l'euro plus » achève la remise en cause de la **démocratie, de la souveraineté, pour tous les peuples**, et pas seulement pour la Grèce, le Portugal ou l'Italie... Conseil européen des 23 -24 juin :

- «...procéder à une évaluation collective des programmes des États membres, sur la base de l'évaluation fournie par la Commission, et en approuvant les **recommandations par pays qui devront être prises en compte dans les décisions nationales à venir sur les budgets et les réformes structurelles** ».

C'est donc le modèle social, toute la politique économique et sociale de chaque pays qui doivent se soumettre à la Commission européenne.

Il s'agit d'obliger les gouvernements qui hésitent, qui ont été élus sur une autre politique, à mettre en œuvre des réformes libérales, une politique d'austérité, quitte à se suicider comme au Portugal, ou en Espagne, où Zapatero n'ose même plus se représenter...

La souveraineté nationale en danger

La possibilité de mettre en œuvre une politique alternative – par exemple en 2012 et années suivantes en France - est fortement menacée par le Pacte pour l'euro plus et la « règle d'or ».

C'est bien le but : M. Trichet appelle de ses vœux un ministre européen de l'Économie ayant tout pouvoir. Faute d'avoir obtenu satisfaction sur l'heure, il a expédié au gouvernement italien le plan d'austérité à appliquer immédiatement.

Au colloque du Conseil d'analyse stratégique (dépendant du Premier ministre), la députée européenne Sylvie Goulard fustigeait la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, qui avait osé faire respecter la Constitution de son pays. À la tribune, personne n'a réagi !

Ce n'est pas du fédéralisme qui est proposé, mais la soumission aux marchés financiers. Le « triple A » serait « la fin de l'histoire » pour paraphraser Fukuyama. Rien à voir avec les fédérations des États-Unis ou d'Allemagne.

Le Pacte pour l'euro plus : quelques citations (en italiques) :

- « **Les augmentations significatives et durables pourraient provoquer une érosion de la compétitivité...** »... ► D'où la prime qui n'est plus obligatoire, ni de 1000 €. Le SMIC est revalorisé le plus tard possible au minimum légal.
- « **Réexaminer les dispositifs de fixation des salaires et, le cas échéant, le degré de centralisation du processus de négociation, ainsi que les mécanismes d'indexation...** » ► Pour la France, le Pacte vise à remettre en cause l'existence du SMIC, sous couvert de SMIC par branche, par région ...
- « **Veiller à ce que les accords salariaux dans le secteur public viennent soutenir les efforts de compétitivité consentis dans le secteur privé (en gardant à l'esprit que l'évolution des salaires dans le secteur public constitue un signal important)** » ; ► d'où le gel du point d'indice des fonctionnaires.
- « **Ouvrir davantage les secteurs protégés...** » ► privatisation des services publics, y compris municipaux..., loi NOME sur l'énergie, SNCF, ...développement de la part des complémentaires dans les retraites et la protection sociale ...
- « **Réformes du marché du travail destinées à favoriser la flexisécurité...** » ► Extension des contrats précaires... Laurence Parisot met en débat la fin de la durée légale du travail.
- « **Réduction des charges fiscales pesant sur le travail, afin de rendre le travail financièrement attrayant tout en préservant le niveau global des recettes fiscales...** » ► C'est le démantèlement de la Sécurité sociale de 45. Il s'agit de transférer massivement les cotisations sociales patronales sur les ménages, via l'impôt, la CSG - payée à 88 % par les salariés- ou la TVA dite « sociale » ou « anti-délocalisation » ou « écologique » ! (J.-F. Copé, V. Péresse, M. Valls, ...).

PLACE AU DÉBAT

- « **Viabilité des retraites, des soins de santé et des prestations sociales** » ...en lien avec « **le niveau d'endettement** » ... « **Adapter le système de retraite à la situation démographique nationale, par exemple en adaptant l'âge réel de la retraite à l'espérance de vie ou en accroissant le taux d'activité; limiter les régimes de préretraite** ».
- ▶ Allongement brutal de 4 mois de cotisation retraite, fermetures de services, d'hôpitaux, de maternités, déremboursements, diminution des moyens du SAMU, taxe sur les mutuelles, augmentation de la CSG

La « règle d'or », réforme constitutionnelle de « rigueur » à perpétuité

Le Pacte pour l'euro plus nécessite une réforme constitutionnelle : « *Les États membres de la zone euro s'engagent à traduire dans leur législation nationale les règles budgétaires de l'UE figurant dans le pacte de stabilité et de croissance ... ils veilleront à ce qu'il soit par nature suffisamment contraignant et durable (par exemple, la Constitution ou une législation cadre).* »

Pour la France c'est le projet de loi de réforme constitutionnelle dite « **règle d'or** ».

La démocratie exigerait que N. Sarkozy convoque un référendum puisqu'il s'agit de la même réforme qu'en 2005 (en pire).

Comme il refuse il lui faut réunir 60 % des votes au Congrès, donc qu'une partie des parlementaires de gauche vote pour la réforme. Or, actuellement, tous les partis de gauche refusent. Nous nous en félicitons et espérons que ce sera durable.

Solidairement avec les peuples qui luttent aussi contre l'austérité, Résistance Sociale s'oppose fermement à ce « Pacte pour l'euro plus », à la réforme constitutionnelle dite de « règle d'or » qui en découle : elle entraînerait une remise en cause de la démocratie, de la souveraineté nationale, une régression économique et sociale jamais vue en temps de paix.

C'est par le débat démocratique, une véritable alternative, la croissance dans le progrès social qu'on surmontera la crise.

AVEZ-VOUS REMARQUÉ ?

Plus de 500 millions ponctionnés sur les salariés en catimini

Par Alain GÉLY

On a beaucoup parlé des 200 millions que les riches consentiraient à payer pour permettre à Sarkozy de se présenter comme n'étant plus le « président des riches ». Remarquons quand même que cela représente moins de 1 % de la fortune du seul Bernard Arnault, estimée à 21,2 milliards par le magazine Challenges, et que cette taxation est annoncée comme provisoire.

On a beaucoup moins parlé d'un autre « pour cent » : la hausse subreptice de la CSG, bien dissimulée parmi les mesures gouvernementales de cet été. Pourtant, ce n'est pas 200 millions mais 550, voire 600 que cela va coûter aux salariés.

Certes, le taux de la CSG reste fixé à 7,5 %. Mais l'assiette en a été élargie, comme l'ont remarqué les syndicalistes et quelques journalistes (Alter éco, La Tribune)... mais pas les grands

médias. Par exemple, dans la liste des principales mesures publiée dans **Le Monde**, est indiquée la « **réduction de l'abattement pour frais professionnels applicable sur l'assiette de la CSG et de la CRDS au titre des frais professionnels à la charge des salariés** ». **Qui pouvait comprendre, alors qu'aucun chiffrage et aucune explication n'était fournis ?**

Comment le gouvernement a-t-il obtenu ce discret résultat ? Jusqu'à présent, la CSG était calculée sur 97 % du salaire brut. Désormais, avec le plan de rigueur, elle le serait sur 98 % de ce salaire. Cette mesure touche tous les revenus salariaux sur lesquels sont prélevés CSG et CRDS dès le premier euro perçu. Au total, plus de 500 millions supplémentaires pris dans la poche des salariés sans avoir l'air d'y toucher !

Pourtant, Maignon précise dans

le dossier de presse que « **cet abattement a été institué pour assurer l'égalité devant les charges publiques entre salariés et non-salariés, compte tenu du fait que les indépendants ont, par rapport aux salariés, des possibilités accrues de déduire certains frais des contributions acquittées** ». On réduit donc une disposition dont on avoue qu'elle répondait à une préoccupation d'égalité entre les citoyens devant l'impôt.

Mais pour satisfaire les opérateurs sur les marchés financiers qui exigent des plans « anti-déficit » sur le dos des salariés et au détriment de la protection sociale, il faut bien faire payer les pauvres et les classes moyennes du salariat, plus nombreux et dans l'impossibilité de faire « évader » leurs revenus.

ACTUALITÉ SOCIALE

Les pensions des retraités laminées

Communiqué de presse de L'UNRPA (Union nationale des retraités et personnes âgées)

Sous prétexte de crise et pour limiter la dette publique, dont il est responsable de l'explosion par ses choix politiques, le gouvernement Fillon a mis en place un nouveau plan de rigueur qui fait payer très très peu les grandes fortunes mais beaucoup le reste des Français, dont les retraités.

Ils sont en première ligne des victimes de ces mesures iniques qui mettent à mal le pouvoir d'achat des pensions. Combien seront-ils à rejoindre les 1,5 million, déjà sous le seuil de pauvreté en 2009 (+ 40 % depuis 2003) ?

Les cotisations des mutuelles (transformées en collecteurs d'impôt) sont augmentées par une taxe de 3,5 %. À cela s'ajoutera une nouvelle fois les transferts insidieux des charges de la Sécurité sociale, le tout entraînant des hausses de l'ordre de 8 % !

Pour beaucoup de retraités, ces mesures seront insupportables. Combien vont abandonner les mutuelles faute de moyens ? Combien vont encore renoncer aux soins ?

Simultanément, on prépare déjà les retraités à de nouvelles pertes de pouvoir d'achat comme la proposition de l'Inspection générale des Finances suggérant de supprimer l'abattement spécial de 10 % sur les déclarations d'impôt des retraités.

De même, le nouveau report de la discussion par le Parlement de la réforme de la prise en charge de la perte d'autonomie, pourtant annoncée à grands frais, démontre que ce n'est pas un bon projet. Cela confirme les inquiétudes de l'UNRPA, qui estime que ce projet organise le désengagement de la solidarité nationale pour faire la part belle aux solutions individuelles et aux assurances.

L'UNRPA ne peut que condamner l'ensemble de ces mesures qui ne répondent qu'à l'intérêt des grosses fortunes et des actionnaires au détriment, entre autres, des retraités.

Elle propose au contraire une relance économique par l'augmentation du pouvoir d'achat des pensions et des salaires, le retour aux principes fondateurs de la Sécurité sociale pour une prise en charge à 100 % des dépenses de santé dont celles liées à la perte d'autonomie, la déduction des cotisations de mutuelle dans les déclarations d'impôts, etc.

Elle invite ses adhérents à se mobiliser, à participer nombreux aux diverses manifestations, à continuer de signer et de faire signer sa pétition sur la perte d'autonomie (<http://www.unrpa.com/perte-dautonomie>).

Le 30 août 2011,

F. Garcia, président national, D. Rollat, secrétaire nationale

Journée d'action du 11 octobre

Communiqué CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires

Le gouvernement a annoncé le 24 août des mesures censées réduire « le déficit de la France ». Les organisations syndicales CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires en dénoncent le caractère injuste et inéquitable. La facture est principalement supportée par les salariés et les consommateurs. Le gouvernement ne remet pas en cause les niches fiscales dont on sait qu'elles n'ont aucune efficacité économique et sociale. La contribution des plus hauts revenus reste symbolique et n'est pas de nature à réduire les inégalités.

Pour relancer la croissance, en respectant les impératifs de développement durable, réduire les inégalités et maîtriser les déficits, une politique visant une autre répartition des richesses et favorisant le développement économique et social est incontournable.

Cela suppose des réformes structurelles importantes comme une réforme globale de la fiscalité intégrant une plus grande progressivité, une politique industrielle coordonnée au niveau européen, des services publics de qualité.

Cela appelle aussi des mesures urgentes :

- abandonner la taxation des complémentaires santé ; supprimer les exonérations et la défiscalisation des heures supplémentaires ; conditionner toute aide publique à son efficacité sociale et économique, aux politiques sociales dans les entreprises ;
- mettre en œuvre la taxe sur les transactions financières ;
- faire de l'emploi, en particulier celui des jeunes, une priorité. Stopper les suppressions d'emplois dans la Fonction publique ;
- soutenir le pouvoir d'achat notamment des plus bas revenus et rouvrir les négociations salariales dans les entreprises et la Fonction publique pour réduire les inégalités notamment entre les femmes et les hommes.

Les organisations syndicales estiment indispensable l'intervention des salariés pour peser sur le gouvernement, le patronat, les débats parlementaires en cours et à venir.

Elles décident d'une journée nationale d'action interprofessionnelle le mardi 11 octobre 2011. Partout, le débat sur le contexte, les enjeux et les modalités (manifestations, rassemblements, arrêts de travail, etc.) est nécessaire pour construire cette journée.

LES BRAS M'EN TOMBENT

Pas de quoi être fière, la France !

Par *Éric FERRAND*

La rentrée scolaire 2011 est l'une des pires que l'on ait connues dans notre pays et c'est le résultat sans conteste d'une dégradation continue des moyens et des conditions d'enseignement opérés par ceux qui nous gouvernent depuis cinq ans.

Avec 16 000 suppressions de postes cette année et 16 000 autres prévues en 2012, qui viendront s'ajouter aux 110 000 suppressions tous emplois confondus qu'a connu l'Éducation nationale depuis 2002, c'est à une véritable entreprise de démolition à laquelle nous devons faire face. Faire face, mais ne pas subir. Se battre sans jamais se résigner pour réhabiliter et développer un système éducatif qui forme le fondement républicain, de la maternelle à l'université, en passant par l'enseignement professionnel. Bref, lutter contre les inégalités sociales et l'échec scolaire. Voilà le défi à relever pour qui veut s'en donner la volonté politique.

Et pour ceux qui n'en seraient pas encore très convaincus, malades de la pensée unique amalgamant éducatif et privilèges, conseillons leur « l'instructive » lecture du volumineux rapport de l'OCDE paru ce mois-ci et intitulé « regards sur l'éducation »...où la France n'est pas belle à voir dans ce domaine.

Avant tout, relevons dans ce texte quelques réflexions, que MM Sarkozy et Chatel pourraient méditer en guise de morale :

► « *L'éducation constitue une bonne protection contre le chômage et améliore la probabilité de garder son emploi en temps de crise économique* ».

► « *Le fait de quitter l'école sans diplôme est de plus en plus lourd de conséquences, tant pour les personnes concernées que pour la société toute entière* ».

► « *Les États doivent maintenir leurs investissements afin de préserver le niveau de qualité de l'enseignement, notamment pour les plus vulnérables* ». « *Les États qui le font en retirent un bénéfice à long terme car les plus diplômés recourent généralement moins au système d'indemnisation du chômage ou à l'aide sociale et paient plus d'impôts lorsqu'ils entrent dans la vie active* ».

Ces vérités d'évidence ne trouvent aucune réalité concrète aujourd'hui dans la conduite d'une politique éducative digne de ce nom. Mais faut-il s'en étonner de la part de ceux qui conspuent La princesse de Clèves ou qui vénèrent Zadig et Voltaire ?

Et ce n'est pas seulement le dangereux gauchiste que je suis qui le clame mais les très distingués chercheurs de l'OCDE qui viennent de dresser le tableau noir de l'école française.

Ainsi, ce rapport nous dévoile le triste constat suivant :

Le taux de scolarisation en France des 15-19 ans a diminué en 10 ans passant de 89% à 84%, alors que dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE cette tranche

d'âge est de plus en plus scolarisée. Et les rapporteurs de dénoncer cette situation : « *13% de jeunes hors du système scolaire, soit quelque 130 000 par an, c'est une constante macabre depuis de nombreuses années, ce qui fait qu'il y a des efforts à faire. Si l'on ajoute un manque de 50 000 diplômés par an, on peut comprendre que notre pays ait quelques difficultés en matière de croissance et de compétitivité* ». Cette étude démontre, en effet, qu'un diplôme du secondaire reste une clef fondamentale pour décrocher un emploi. Le taux de chômage des moins de 25 ans sans diplôme atteint les 30 % en France...

Une précédente enquête menée en 2009 sous l'égide de l'OCDE montrait déjà que « *si l'on veut que les jeunes ne quittent ou n'abandonnent pas l'école avant d'avoir décroché un diplôme, fuyant la spirale de l'échec qu'ils doivent y affronter...c'est dès les premières années, même dès la maternelle, qu'on lutte contre l'échec scolaire* » (!)

Parmi les autres indicateurs de la détérioration : les moyens. « *Alors que les effectifs scolarisés sont restés stables dans la plupart des pays de l'OCDE, ou en léger recul dans certains d'entre eux, la dépense d'éducation (dans le primaire et le secondaire) a augmenté, mais c'est moins le cas en France* ». Ainsi, entre 2000 et 2008, la dépense par élève a augmenté en moyenne de 34% dans les pays de l'OCDE, mais en France elle est « *tout juste de 5%* ». Les auteurs pointent également durement le poids des inégalités sociales, toujours aussi fort en France, qui se place en 33^e position sur 34 pays, en bonne championne de l'inéquité scolaire ! Soit bonne avant-dernière pour « offrir » une chance par l'école aux enfants de milieux défavorisés et/ou issus de l'immigration... « *un enfant d'immigré de première génération en France a toutes les « chances »...de subir un retard scolaire d'un an et demi par rapport à ses camarades* ». Et de conclure : « *indiscutablement, nous sommes loin de cette école républicaine que nous clamons beaucoup en France* ».

Enfin, comment parler de l'école sans parler de ses enseignants ? Là aussi, le rapport est sans ambiguïté : « *En France, le salaire statutaire des enseignants du primaire et du secondaire est inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE, aussi bien pour les débutants que pour ceux qui ont dix ou quinze ans d'expérience. Alors que, depuis 1995, le salaire statutaire des deux tiers des pays a augmenté en valeur réelle, il a diminué en France* »... « *On peut s'interroger sur l'attractivité du métier* » concluent pudiquement les auteurs.

Cette situation n'est plus tenable d'autant que le nombre de places aux concours de recrutement a baissé ces dernières années et que certaines disciplines peinent à recruter. N'oublions pas non plus la quasi-disparition de la formation des enseignants,

LES BRAS M'EN TOMBENT

cachée sous l'appellation de « mastérisation ». Ajoutons également ce que mettent en lumière les chercheurs, à savoir que les pays qui ont enregistré des progrès dans leurs résultats sont ceux qui ont mis en place des politiques d'amélioration de leur enseignement et de leurs enseignants, via, entre autres, une augmentation des salaires statutaires et un fort investissement dans la formation.

Que de chemin à parcourir, que de retards à rattraper !

Notre société, plongée dans la régression éducative, une éducation nationale étranglée par la logique comptable d'une politique ultralibérale a besoin urgemment d'une véritable vision en la matière. Avec l'idée que l'école est un projet. Un projet républicain qui tend vers l'approfondissement des savoirs, de la conscience et par-dessus tout de la liberté.

Avec une volonté politique très affirmée de restitution des moyens confisqués depuis 10 ans ; mais aussi avec l'affirmation de la nécessité d'une plus grande continuité dans la succession des étapes de la scolarité

(de la maternelle à l'université) et la refondation du temps scolaire, aussi bien pour les élèves que pour les enseignants. Avec aussi la reconnaissance du rôle de l'enseignant, par le soutien de ses gouvernants, par sa revalorisation tant pour le salaire que pour son autorité. Avec une école placée au cœur de la question sociale, elle-même placée au cœur de la décision politique. Avec en somme une société qui se réconcilie avec son école, autrement dit avec elle-même.

Faisons ce rêve, il ne tient qu'à nous qu'il devienne réalité.



Manifestation pour l'Éducation le 27 septembre

Communiqué CGT-SGEN-FSU-UNSA

Depuis quatre ans, le ministère de l'Éducation nationale a supprimé plus de 52 000 postes.

Le dogme du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux met l'École publique à genoux, ne lui permettant plus d'assurer ses missions de Service public. Ce dogme ne permet plus aux personnels d'exercer leur métier avec sérénité et professionnalisme.

Les personnels de l'Éducation, les parents et les jeunes se sont mobilisés régulièrement au cours de cette année pour dénoncer les 16 000 nouvelles suppressions de postes effectives à la prochaine rentrée scolaire alors même que plus de 60 000 élèves supplémentaires sont attendus.

Ces suppressions, associées au manque d'ambition éducative, dégradent encore plus les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels.

Dans ce contexte, la campagne publicitaire sur les recrutements lancée par le ministre de l'Éducation nationale sonne comme une provocation d'autant que la préparation du prochain budget prévoit de nouvelles suppressions d'emplois et n'affiche d'autre objectif pour le système éducatif que la recherche d'économies.

Si le gouvernement cherche à tromper l'opinion en affirmant sans cesse, comme si cela pouvait convaincre, que l'on peut faire « plus avec moins », la France reste un des pays qui investit le moins dans son éducation et donc dans l'avenir.

En plus de la question fondamentale des postes, la politique éducative, l'avalanche de mesures inadaptées, incohérentes et précipitées maintiennent un système éducatif inégalitaire qui ne permet pas de lutter réellement contre l'échec scolaire.

La nécessité d'une toute autre politique éducative passe aussi par un budget plus volontaire. Pour cela, les organisations FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA Éducation ont à nouveau appelé les personnels de l'Éducation nationale et de l'enseignement agricole publique à se mettre en grève le 27 septembre. Elles exigent l'arrêt des suppressions d'emplois, une autre logique pour le prochain budget et une transformation démocratique du système éducatif afin d'assurer la réussite de tous les élèves.

Aujourd'hui plus que jamais, notre pays a besoin d'un système éducatif qui s'attaque réellement aux inégalités scolaires et traite la situation des élèves en grande difficulté.

D'autres choix pour la réussite de tous les jeunes sont nécessaires afin que l'École remplisse les objectifs d'une École démocratique, ambitieuse et émancipatrice.

COUP DE GUEULE

Et vous, Monsieur Fillon, si on vous mettait en retraite d'office ?

Par Yves MESCOFF

Dernière trouvaille du chef du gouvernement : aligner la France sur l'Allemagne en matière de retraite. Autrement dit, faire passer l'âge de départ en retraite à 67 ans !

Est-ce que, par hasard, l'espérance de vie des Françaises et des Français aurait fait un bon spectaculaire pour justifier ce nouveau recul ? Non, hélas ! Cette nouvelle proposition de Fillon démontre d'ailleurs le peu de crédibilité de cet argument, malheureusement aussi repris par certains leaders de gauche.

Non, la réalité c'est qu'en reculant l'âge de départ pour avoir une retraite à taux plein, on réalise de substantielles économies puisque beaucoup de salariés n'atteindront jamais cet âge pour sortir du marché du travail. Soit qu'ils auront été remerciés bien avant par leur entreprise et auront été versés dans la catégorie des chômeurs de longue durée, dont on a guère de chance de sortir quand on a plus de 55 ans. Soit tout simplement qu'ils seront morts avant !

Vous remarquerez d'ailleurs que cette proposition de Fillon ne s'accompagne de l'annonce d'aucune mesure visant à obliger enfin les entreprises à conserver leurs salariés au-delà de 50 ou de 55 ans. Depuis la dernière loi sur les retraites, la proportion de salariés âgés de plus de 55 ans (soit moins d'un salarié sur deux) n'a pourtant quasiment pas varié.

Et puis, franchement, qui a envie d'attendre 67 ans pour partir en retraite ? Les sénateurs qui dorment pendant les séances dans leur beau fauteuil doré ? Les chefs d'entreprise qui se contentent de participer aux différents conseils d'administration dont ils sont membres pour obtenir les jetons de présence leur assurant un pécule substantiel ?

La vérité, c'est qu'une grande majorité de salariés est usée avant même d'avoir atteint l'âge

de 60 ans qui devra de nouveau être l'âge légal, fut-ce au prix de nouvelles batailles dans la rue.

Tout comme les plans d'austérité qui étranglent les peuples, au nom de l'équilibre budgétaire, cette proposition de Fillon s'inscrit dans un plan d'ensemble visant à satisfaire les nouveaux rentiers que sont les actionnaires. Ceux-ci rêvent d'un retour au temps des marquis et des marquises qui dépensaient sans compter pendant que les peuples crevaient de faim.

Et bien non, désolé, les salariés veulent vivre au 21^{ème} siècle, pas au 18^{ème}, avant la Révolution française. Il est temps de retrouver le chemin du progrès et de la justice sociale, même s'il faut pour cela couper des têtes et assainir notre pays en renvoyant à Coblenz ceux qui s'enrichissent aux dépens du peuple.



**VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION,
ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!**

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr
Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

- J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros
 Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)